

Au début de 2020, le monde a vécu au rythme de la pandémie de Covid-19 qui a affecté des centaines de millions de personnes partout dans le monde dont plus de 7 millions en sont décédés¹. L'Afrique n'était pas en reste même si les statistiques officielles laissent croire que la catastrophe qui y a été annoncée au début de la pandémie n'a pas eu lieu. Mais ces statistiques semblent sous-estimer largement la réalité de la pandémie sur le terrain. À en croire l'OMS, le nombre réel de cas de Covid-19 en Afrique serait sept fois plus élevé que les chiffres officiels rapportés par les autorités sanitaires.

Aujourd'hui, la Covid-19 n'est plus considérée comme une urgence internationale, mais force est de constater qu'elle a eu un impact majeur sur les économies mondiales à cause des mesures de confinement et de distanciation adoptées par les gouvernements pour freiner la propagation du virus. En Afrique, cet impact a été exacerbé par la forte dominance des activités informelles et la quasi-absence de filets de sécurité sociaux. En effet, les moyens de subsistance d'une grande partie de la population, notamment les femmes, ont été durement affectés, les rendant davantage vulnérables.

Les actions économiques et sociales mises en place pour réduire ces impacts ont été limitées en raison des contraintes budgétaires serrées dans la plupart des pays africains. Par exemple, dans la région subsaharienne, les mesures budgétaires liées à la pandémie n'ont représenté en moyenne que 2,6 % du PIB en 2020, contre 7,2 % dans les pays développés². Dans ce contexte de rareté des ressources et de prédominance de l'économie informelle, la question du ciblage revêt une grande importance pour les politiques publiques en période de crise.

Cette question a été au cœur d'un projet réalisé par le Laboratoire d'analyse des politiques de développement (LAPD) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar grâce à un financement du Centre de recherches pour le développement économique (CRDI). Le projet a couvert quatre pays relevant de trois régions différentes d'Afrique : Bénin et Sénégal (Afrique de l'Ouest), Cameroun (Afrique centrale) et Maroc (Afrique du Nord). Il a permis d'évaluer l'impact de la pandémie sur le secteur informel dans les pays en questions et l'efficacité des mesures prises par leurs gouvernements pour atténuer cet impact et assurer la reprise économique.

Les résultats de ce projet ont été présentés à la 2^e Conférence économique internationale de Dakar (CEID), organisée par l'UCAD les 2 et 3 mai 2023 en partenariat avec le CRDI. Près de deux cents panélistes et conférenciers d'une vingtaine de pays ont participé à cette conférence dont le thème central était « Améliorer le ciblage des politiques publiques pour une économie solide, inclusive et génératrice d'emplois décents en Afrique ». Les présentations et discussions ont été particulièrement riches et ont permis de faire le bilan de la pandémie de COVID-19 en Afrique et de ses impacts sur l'économie et les populations et de discuter des principaux piliers pour bâtir une économie plus résiliente face à des chocs futurs. Elles ont également porté sur d'autres sujets qui sont d'intérêt pour un développement durable et inclusif qui répond aux aspirations des jeunes et femmes en Afrique.

Le présent ouvrage est un recueil d'une sélection de communications faites lors de la 2^e CEID³. Il est constitué de cinq parties. Les trois premières parties sont consacrées à l'analyse de l'économie face à la pandémie de Covid-19, ainsi qu'aux restrictions découlant de la riposte contre sa propagation. Les deux dernières parties portent sur d'autres enjeux importants pour l'Afrique tels que la fiscalité, l'employabilité des jeunes et le numérique.

La première partie analyse les effets de la pandémie de Covid-19 sur le secteur informel en Afrique. Dans certains pays de l'Afrique subsaharienne, ce secteur représente plus de 90 % de

¹ . Site de l'OMS : <https://data.who.int/dashboards/covid19/cases?n=c>. John Hopkins University & Medicine, qui était la principale source de données sur la pandémie de COVID-19, a arrêté de collecter ces données le 10 mars 2023 (<https://coronavirus.jhu.edu/map.html>).

² . FMI : Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne : Faire face à une longue pandémie <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2021/04/15/sp041521-opening-remarks-by-abebe-aemro-selassie>

³ . Les actes de la conférence sont publiés sur le site https://ceid2023.ucad.sn/actes_ceid.

l'emploi total⁴. Ses travailleurs n'en demeurent pas moins vulnérables étant donné la faible productivité du secteur, le surpeuplement, la difficulté de réglementation ainsi que l'absence de protection sociale. Aussi s'attendait-on à un effet négatif de la pandémie aggravé par les mesures mises en place dans le cadre de la riposte sur le secteur informel. En plus d'évaluer cet effet, cette première partie s'intéresse aux stratégies d'adaptation adoptées par les entreprises ainsi que les mesures d'accompagnement mises en place par le gouvernement pour pallier les effets économiques de la riposte.

On retient que les entreprises du secteur informel ont été durement affectées notamment par une réduction du nombre d'heures de travail, une baisse des interactions avec la clientèle ainsi qu'une baisse de la production/vente. Ces éléments se sont aggravés pour certaines entreprises jusqu'à la perte de la clientèle ou des fournisseurs et la cessation temporaire ou définitive d'activité. Pour ce qui est des mesures palliatives des gouvernements, de manière générale, le secteur informel n'en a que très peu bénéficié.

Dans le premier chapitre, Ahmadou Aly Mbaye et Brahim Boudarbat présentent les grandes lignes du projet piloté par le LAPD et financé par le CRDI ainsi qu'un résumé des quatre rapports-pays auxquels il a donné lieu. Le projet a permis d'évaluer l'impact de la pandémie sur le secteur informel dans quatre pays africains francophones et les stratégies de résilience adoptées par les unités de ce secteur face à la faiblesse du soutien des gouvernements. La vulnérabilité des travailleurs du secteur a été exacerbée par les mesures de distanciation et de confinement qu'a suscité la Covid-19. Ces mesures ont privé des millions de personnes de leurs moyens de subsistance sans que rien ne (ou très peu) leur ait été offert en échange, et les femmes ont été touchées plus que les hommes. Les programmes qui viennent en aide aux populations vulnérables manquent d'efficacité car ils ne profitent pas toujours à ces populations. Ainsi, les auteurs concluent sur l'importance d'améliorer le ciblage dans les politiques publiques et de prendre en compte de manière systématique la question du genre dans l'élaboration de ces politiques.

Le deuxième chapitre présente l'étude ayant porté sur le cas sénégalais et réalisée par les chercheur(e)s du LAPD-UCAD, Assane Beye, Khady Yama Sarr, Abdou Khadre Dieng et Mohamed Ben Omar Ndiaye. Combinant des données quantitatives et qualitatives collectées auprès des Unités de Production Informel (UPI) de la région de Dakar, les chercheur(e)s montrent que les mesures d'endiguement ont eu un effet négatif différencié selon le secteur d'activité des UPI. De manière globale, près de 62 % des UPI déclarent avoir perdu leurs clientèles. Les mesures de riposte contre la propagation ont également aggravé les problèmes d'approvisionnement et le manque de liquidité. Les stratégies adoptées par les UPI pour s'adapter à la crise étaient la diversification de leurs offres de produit, le renforcement de la proximité avec la clientèle et la réduction de leurs charges.

Le troisième chapitre rédigé par Jaurès Amegnaglo, Armel Nonvide, Augustin Chabossou, Alastair Alinsato et Boris Lokonon, présente le cas des entreprises des deux communes de Cotonou et Abomey-Calavi au Bénin. Les auteurs ont étudié dans un premier temps les caractéristiques des UPI, puis ont évalué par une analyse économétrique les effets de ces caractéristiques sur la mitigation des effets négatifs de la pandémie. Il ressort de cette étude que près de 45 % des UPI ont enregistré une baisse de vente bien que 25 % déclarent avoir augmenté leurs ventes. Les principaux facteurs influençant le choix d'une stratégie d'adaptation sont l'âge de l'entreprise, le sexe, le niveau d'éducation du dirigeant de même que le fait d'avoir été en contact avec une personne contaminée par la Covid-19. Les stratégies adoptées par les entreprises étaient essentiellement la prospection de nouveaux clients et l'innovation dans leurs activités telles que la vente en ligne, la livraison ou le télétravail.

⁴ . Ohnsorge, F. 2022. The Long Shadow of Informality: Challenges and Policies. © World Bank, Washington, DC.

Dans le chapitre suivant, Marie Thérèse Um-Ngouem et Albin Bend préfèrent faire leur analyse à travers les théories de l'Effectuation et de l'acteur stratégique. En utilisant des données qualitatives et quantitatives recueillies auprès d'UPI de trois régions du Cameroun, les auteurs concluent que le secteur informel est inclusif au regard de l'hétérogénéité des promoteurs/dirigeants des UPI. Pendant la période de la pandémie, près de 62 % des UPI ont déclaré avoir perdu des clients, 40 % ont perdu des fournisseurs et 47% ont connu une baisse des ventes. Malgré le grand nombre de politiques d'accompagnement des entreprises mises en place par le gouvernement pendant la période, moins 1 % des UPI enquêtées ont déclaré en avoir bénéficié. Les auteurs expliquent ces résultats par l'inadaptation de l'intervention gouvernementale qui est plutôt orientée vers une formalisation des UPI.

Dans le cinquième chapitre, Fouzi Mourji et Lucie Sabin s'intéressent à la qualité des emplois au Maroc et aux politiques visant la formalisation des entreprises informelles. Ils ont constaté une disparité de qualité entre les emplois du secteur informel et formel, et identifié des facteurs qui affectent cette qualité l'âge et le niveau d'éducation. Des études qualitatives complémentaires ont mis en évidence la grande diversité du secteur informel, une réalité qu'il faudrait prendre en compte lors de l'élaboration de politiques visant à améliorer la qualité de l'emploi et à favoriser la formalisation. Les auteurs ont formulé des recommandations dont le renforcement des contrôles pour protéger les droits des travailleurs dans le secteur formel et la sensibilisation des autorités locales pour mieux soutenir les petites unités de production. Les politiques, qui renforcent la protection sociale et facilitent la transition progressive des entreprises informelles vers la formalité, auront un impact positif sur les conditions de travail et contribueront au développement économique inclusif et durable.